



Copyright: Croix Rouge du Burundi

Programme de préparation aux transferts monétaires et à la réponse aux catastrophes naturelles au Burundi (DP11)

Étude de cas

Margaux Estager, Bonaventure Nzisabira, Hélène Juillard

Préparé par Key Aid Consulting pour la Croix-Rouge Belge-Flandre

13 Mars 2020

www.keyaidconsulting.com

KEY
AID
CONSULTING

Objectif : Cette étude de cas vient en complément d'un rapport d'évaluation¹ portant sur le programme *Capacity building for enhanced response preparedness using multipurpose cash transfers within the Great Lakes Region* mis en œuvre par la Croix-Rouge Belge (Flandre) entre Septembre 2017 et Février 2020 au Burundi, en Tanzanie et au Rwanda. Alors que le rapport d'évaluation s'attache à estimer la pertinence globale de la réponse ainsi que son efficacité, cette étude de cas met en exergue les réalisations du programme au Burundi.

I. Historique de l'utilisation des transferts monétaires

I.1. Le cas du Burundi

Le Burundi est un pays de plus de 11 millions d'habitants et 27,830 km² frappés par de nombreuses crises :²

- Grand nombre de déplacés internes et mouvements de populations dont rapatriements des réfugiés burundais ;
- Accueil des réfugiés congolais ;
- Aléas climatiques importants (ex : El-Niño en 2016) ;
- Crise politique depuis 2015 ; la situation est particulièrement instable aux vues des élections prévues en mai 2020.

Pendant de nombreuses années, l'aide humanitaire était distribuée en nature (nourriture, médicaments, ustensiles de cuisine, couvertures, etc.). Pour pouvoir se procurer des quantités suffisantes, les Organisations Non-Gouvernementales (ONG) et Organisations Internationales (OI) présentes dans le pays devaient publier des appels d'offres internationaux. Cette aide était donc en grande majorité importée, sans bénéfice pour les marchés locaux. L'acheminement au Burundi engendrait également des frais logistiques importants.³ Enfin, une grande partie de l'aide reçue était revendue par les bénéficiaires⁴, témoignant d'une inadéquation entre l'aide reçue et les besoins.

La Fédération internationale de la Croix Rouge (FICR) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) ont également facilité une analyse des scénarios de catastrophes récurrentes au Burundi. Les événements les plus récurrents sont :

1. Les inondations ;
2. La malnutrition ;
3. Les crises alimentaires.

Les transferts monétaires ont été utilisés pour la première fois entre 2007 et 2009 par l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), dans le cadre du programme de rapatriements volontaires

¹ Summative Evaluation of the Disaster and Cash Preparedness (DP) Programme in Tanzania, Rwanda and Burundi, Key Aid Consulting, March 2020.

² Aperçu des besoins humanitaires 2019, OCHA, Décembre 2018.

³ Source : entretiens avec la Croix-Rouge du Burundi (CRB)

⁴ Source : entretiens avec la CRB

de la Tanzanie vers le Burundi⁵. Depuis, plusieurs ONG et OI ont mis en place des projets utilisant des transferts monétaires, et notamment le PAM⁶, World Vision (WV)⁷, Concern Worldwide⁸ ou encore Catholic Relief Services (CRS).^{9,10}

Dans la lignée des engagements pris lors du *Grand Bargain* en 2016¹¹, une étude de faisabilité des transferts monétaires au Burundi a été commanditée par quatre agences des Nations Unies (OCHA, PAM, HCR et UNICEF) en mai 2017.¹² Les conclusions de cette étude démontrent qu'il est possible d'étendre les réponses de transferts monétaires dans le pays. Les raisons explicitées sont les suivantes :

- Les marchés sont fonctionnels et offrent une grande variété de produits ;
- Des compagnies de téléphonie mobile ont la capacité de couvrir l'étendue du pays :
 - Econet : couverture nationale avec 14 500 points de vente ECOCASH (2019) ;
 - Lumitel : couverture nationale avec 20 000 agents (2019) ;
- BANCOBU et ECOBANK, deux banques Burundaises, sont prêtes et ont déjà utilisé les transferts monétaires comme moyen de réponse humanitaire.

Depuis août 2018,¹³ le gouvernement du Burundi a également favorisé l'utilisation des transferts monétaires dans le cadre de ses programmes de protection sociale. Appuyé par la Banque Mondiale, le gouvernement du Burundi a mis sur pied un projet d'appui aux filets sociaux (MERANKABANDI). Ce programme octroie une aide monétaire à 48 000 ménages sur une période de 5 ans.¹⁴

I.2. L'utilisation des transferts monétaires par la Croix-Rouge du Burundi

La Croix-Rouge du Burundi (CRB) est une organisation humanitaire avec une véritable assise communautaire et un réseau de plus de 600 000 volontaires répartis sur tout le territoire.

Depuis 2010, dans le cadre de la préparation et réponse aux urgences, la CRB a mis en œuvre des programmes utilisant les transferts monétaires de façon sporadique :

⁵ « The UNHCR has provided cash grants for Burundian returnees since 2007, with the average family of five receiving a total of around US\$205 in two instalments.” An Introduction to Cash-Based Interventions in UNHCR Operations, March 2012.

⁶ Projet pilote de 3 mois du PAM dans trois camps de réfugiés en 2013

⁷ World Vision a mis en place un programme de travail contre rémunération pour 12.000 bénéficiaires dans la province de Karusi.

⁸ Projet Terintambwe 2013-2015 à Cibitoke et Kirundo, programme de monnaie électronique

⁹ Grâce au soutien du programme Food For Peace de l'USAID, CRS a mis en œuvre un programme de développement de 5 ans qui vise à réduire de 10% la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans. Environ 575.000 personnes sont couvertes par le programme, soit la quasi-totalité de la population de la province.

¹⁰ 'Single Form: Capacity Building for Enhanced Response Preparedness Using Multi-Purpose Cash Transfers within the Great Lakes Region.', June 2017.

¹¹ 'AGENDA FOR HUMANITY', AGENDA FOR HUMANITY, accessed 11 March 2020, <https://www.agendaforhumanity.org/initiatives/3861>.

¹² OCHA, UNHCR, UNICEF, WFP, 'Etude de Faisabilité Des Transferts Monétaires Au Burundi', May 2017.

¹³ Lancement officiel par le Chef de l'Etat le 07 Aout 2018 à Ruyigi. Source: Publication de Presse Burundaise.

¹⁴ Projet d'appui aux filets sociaux – Source : Banque Mondiale

- Une réponse utilisant des coupons pour acheter du bétail et des semences a été mise en œuvre dans les provinces de Muyinga et Ruyigi en 2014 ;
- Une réponse utilisant des coupons pour faire face aux conséquences du phénomène El Nino en 2016 ;
- Des activités d'argent contre travail (cash-for-work) ont été mises en œuvre en partenariat avec le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) depuis 2014 dans 5 provinces : Gitega, Makamba, Ruyigi, Bujumbura (rural) et Cibitoke.

Suite aux engagements pris lors du *Grand Bargain*, la Fédération Internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC) et le PAM se sont engagés à soutenir la Croix-Rouge du Burundi dans le renforcement de ses capacités en transferts monétaires.

Au mois de mars 2018, une auto-évaluation des capacités organisationnelles de la CRB a été facilitée par le PAM afin d'identifier les capacités et les manquements de la Société Nationale en termes de transferts monétaires.¹⁵

Les premières formations en transferts monétaires ont été organisées en mars 2018 à Bujumbura par des experts de IFRC appuyés par ceux du PAM.¹⁶

La Croix-Rouge de Belgique-Flandres (BRC-FI) a rejoint cette action combinée grâce aux fonds reçus par la Coopération Belge au Développement. Depuis septembre 2017, le programme régional de renforcement des capacités des Sociétés Nationales de la BRC-FI¹⁷ (ou DPII) soutient la CRB dans la mise en œuvre d'une réponse d'urgence utilisant les transferts monétaires. Un expert en transferts monétaires a notamment été mis à la disposition de la CRB pour une durée de 4 mois afin d'aider la Société Nationale dans le renforcement de ses capacités. Les activités réalisées dans le cadre de ce programme sont détaillées ci-dessous.

II. Activités réalisées dans le cadre du programme DPII

Résultat 1 : La CRB a évalué les capacités actuelles et nécessaires en matière de transferts monétaires et a créé un environnement favorable à l'intégration de ces derniers dans le portefeuille des interventions de réponse aux catastrophes.

- Deux études de marché réalisées à Muyinga (juin 2019) et Ruyigi (novembre 2019) ;
- Un groupe de travail sur les transferts monétaires a été créé en interne (12 réunions déjà effectuées) ;
- Un point focal transferts monétaires a été établi au sein de la CRB.

Résultat 2 : La CRB possède les outils, les systèmes et les ressources nécessaires pour mettre en œuvre des transferts monétaires à grande échelle en temps voulu.

¹⁵ Rapport de l'Auto-Evaluation des capacités organisationnelles de la Croix Rouge Burundi pour les Programmes de Transferts Monétaires et Plan d'Action conjoint pour la préparation aux transferts monétaires, CRB, IFRC, WFP, June 2018

¹⁶ Advanced Cash Based Transfer training for the Burundi Red Cross

¹⁷ *Capacity building for enhanced response preparedness using multipurpose cash transfers within the Great Lakes region. (DPII)*

- Des organes et procédures pour la mise en œuvre de transferts monétaires ont été élaborées : la première version des Procédures Opérationnelles Normalisées (PON) a été élaborée en mars 2019 ;
- BRC-FI et la Fédération International de la Croix Rouge (FICR) ont dispensé des formations sur les transferts monétaires. Au total 75 staffs ont été formés dont 23 ayant reçu une formation avancée et 3 ayant assistés à la formation “Practical Emergency Cash Transfers Programming” de la FICR.
- 2 accords ont été signés avec des prestataires de services financiers : un avec ECOCASH, entreprise d’argent mobile pour la simulation et un avec BANCOBU, Banque du Burundi, pour le Crisis Modifier (projet pilote)¹⁸;
- Un exercice de simulation a été réalisé (description en annexe V.2) au cours duquel 50 ménages ont reçu une assistance de 100 000 Francs Burundais (Fbu).
- Un comité de gestion des plaintes a été mis en place sur terrain
- Un numéro vert est désormais utilisé pour recueillir les plaintes des bénéficiaires en plus des comités qui sont formés sur terrain en cas d’activités de transferts monétaires ;

Résultat 3 : La CRB est pleinement engagée dans la communication et la coordination sur les transferts monétaires auprès des bénéficiaires, de la presse, des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux actifs dans ce domaine.

- Trois réunions avec les acteurs externes ont été organisées, notamment avec l’OIM, le UNHCR et le PAM avant le Crisis Modifier ;
- Le Groupe de Travail National tient désormais des réunions mensuelles (au total 6 réunions avait eu lieu au moment de la rédaction de cette étude de cas) ;
- Pour la communication, la CRB dispose désormais de bannières, dépliants et d’une boîte à image ;
- Un cinéma mobile a été conçu ainsi qu’une vidéo mettant en avant les réalisations du programme DPII ;
- Le point focal en transferts monétaire de la CRB a participé à une séance d’échange régionale.

Résultat 4 : Crisis Modifier - Test pilote des mécanismes de préparation avec réponse d'urgence en temps réel

- Projet pilote à Ruyigi : 1313 ménages ont reçu une assistance de 100 000 Fbu via des terminaux d’argent mobile. Ce projet pilote est présenté plus en détails en annexe V.3.
- Réponse en temps réel à Buterere : 147 ménages ont reçu une assistance de 100 000 Fbu pour couvrir leurs besoins en matière d’abris. La réponse en temps réels est détaillée en annexe V.4.

¹⁸ L’exercice de simulation est un exercice fictif, ayant pour objectif de tester les mécanismes et la capacité de réponse de la CRB. Tandis que le Crisis Modifier est un projet pilote, une phase test avant d’augmenter l’échelle du projet.

III. Impact du projet

III.1. Changements majeurs observés par le staff de la CRB et les bénévoles

Relations avec la communauté

Le premier changement majeur observé par le personnel et les volontaires dans leur vie professionnelle est indéniablement le **renforcement du lien de confiance entre la CRB et les communautés affectées**.

Cette confiance accrue envers la CRB vient notamment du fait que la communauté ait été agréablement surprise de recevoir l'intégralité de l'argent promis, sans avoir à verser de pot-de-vin.

La CRB a renforcé sa visibilité en tant qu'acteur d'urgence de premier plan, dont l'action est appréciée des communautés et du gouvernement. Ce point est très important pour les volontaires. L'acceptabilité au sein des populations et du gouvernement n'en est donc que renforcée.

Approfondissement des compétences

Le personnel de la CRB a acquis de nombreuses compétences en matière de transferts monétaires. La CRB donne désormais même des appuis dans la mise en œuvre des transferts monétaires dans d'autres pays (par exemple au Mozambique).

Les volontaires ayant bénéficié de formations sur les transferts monétaires affirmaient également que ces dernières leur seront très utiles non seulement dans leur mission en tant que volontaires, mais également pour appuyer leur recherche d'emploi.

La CRB est membre de la Plateforme Nationale de Gestion et de Lutte contre les Catastrophes Naturelles gérée par le gouvernement.¹⁹ Au sein de cette plateforme, la CRB est reconnue pour son expertise en matière de gestion des catastrophes. Cette exposition lui donne plus de légitimité vis-à-vis de la communauté, du gouvernement et des autres parties prenantes.

III.2. Effets sur les bénéficiaires des premières distributions

Les bénéficiaires interrogés étaient très satisfaits de l'aide reçue. Le montant de l'assistance était suffisant afin de couvrir leurs nombreux besoins. La majorité des bénéficiaires n'avait jamais eu une somme de 100 000Fbu entre leurs mains. Le fait de recevoir l'argent directement de la banque leur a permis de se sentir considérés en tant qu'acteurs de leur développement.

Dans la plupart des cas, les bénéficiaires ont commencé par acheter de la nourriture pour leur famille avec l'argent reçu. En effet, les stocks des ménages arrivant à leur terme chaque année au cours des

¹⁹ La plateforme vise à initier des mécanismes de réduction des risques de catastrophes au niveau national dans la lignée du Cadre d'actions de Sendai 2015-2030.

mois de novembre à janvier, la nourriture était bien le premier poste de dépense des ménages suite aux premières distributions.

Dans un second temps, les ménages bénéficiaires ont utilisé l'argent perçu entre autres pour l'achat du petit bétail, de semences et d'engrais, de parcelles de terre en termes de moyen d'existence ; mais également achats de vêtements, carte d'assistance médicale, remboursement de la dette et frais de scolarité. Au cours des groupes de discussion, une femme a par exemple expliqué :

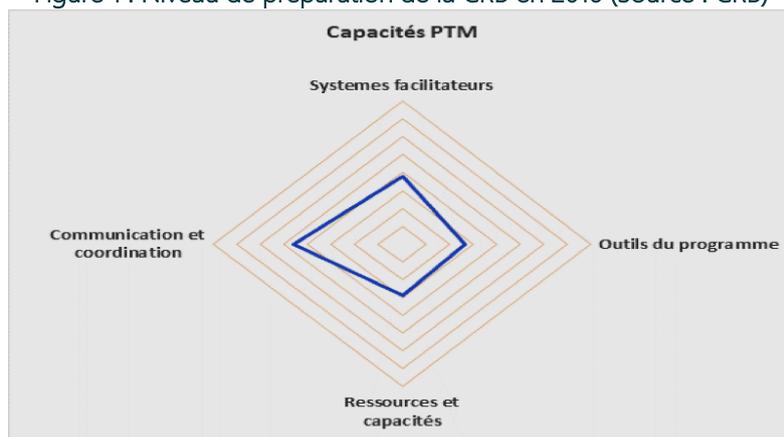
« Avant l'assistance, notre famille n'avait rien et nos voisins nous traitaient de vauriens mais avec l'assistance, j'ai acheté de la nourriture et l'autre partie, nous avons acheté des poules. J'ai vendu les œufs et 1 poule et j'ai payé les frais de scolarité de mon fils qui avait été renvoyé. Merci la Croix Rouge. ».

Certains bénéficiaires ont également réussi à développer des activités génératrices de revenus grâce à l'assistance reçue.

IV. Niveau de préparation de l'organisation

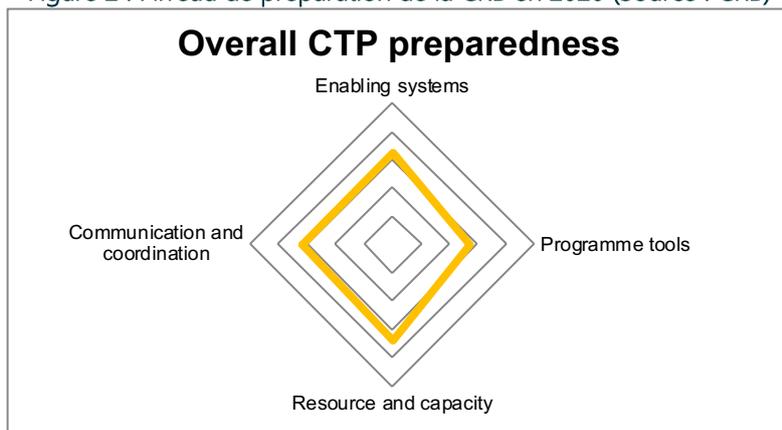
Le niveau de préparation de l'organisation a été évalué sur la base de l'outil développé par la FICR : « Modèle pour l'Auto-Évaluation de la Préparation aux Programmes de Transferts Monétaires »²⁰. Une première auto-évaluation a été réalisée en 2016, puis une deuxième en 2020. Les deux graphiques des résultats ces auto-évaluations ne sont pas à la même échelle, cependant la comparaison met en lumière des progrès notables, en particulier concernant les outils du programme et les systèmes facilitateurs.

Figure 1 : Niveau de préparation de la CRB en 2016 (Source : CRB)

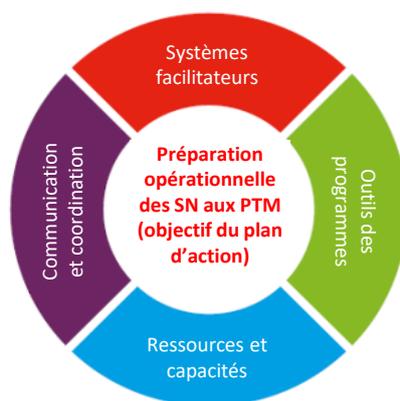


²⁰ <http://rcmcash.org/fr/boite-a-outils/>

Figure 2 : Niveau de préparation de la CRB en 2020 (Source : CRB)



IV.1. Préparation aux transferts monétaires



Source : « Modèle pour l'Auto-Évaluation de la Préparation aux Programmes de Transferts Monétaires »

Niveau de préparation

✓: Progrès satisfaisants ✓✓: Préparation presque achevée/cohérente ✓✓✓: Pratique habituelle/intégrée

Systèmes facilitateurs			Outils de programmes		
● Vision et stratégie	● Gestions des processus	● Structure organisationnelle	● Outils spécifiques aux transferts monétaires	● Infrastructure, équipement et technologie	● Gestion de l'information
✓✓✓	✓✓	✓	✓	✓	✓✓
Succès <ul style="list-style-type: none"> La CRB a intégré les transferts monétaires comme modalité de réponse dans ses documents officiels. Cette modalité se retrouve également dans le plan de contingence. 			Succès <ul style="list-style-type: none"> Des Procédures Opérationnelles Normalisées existent et ont été testées en matière de espèces, argent mobile et argent contre travail ; Deux mécanismes ont été utilisé : l'argent mobile et les transferts via une banque ; 		

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Engagement des dirigeants de la société nationale ; ▪ Le gouvernement montre désormais une bonne acceptation de la modalité. <p>Défis</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le programme (DPII) n'était pas axé sur le Système d'Alerte Précoce communautaire <p>Tâches concurrentes au sein de la Société Nationale de sorte que certaines activités ont été reportées plusieurs fois</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une étude de faisabilité des transferts monétaires au Burundi et des études de marché ont été réalisées ; ▪ Le ciblage et l'enregistrement des bénéficiaires étaient flexibles en fonction de l'impact de la catastrophe. <p>Défis</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La CRB dispose de téléphones pour la collecte des données sur place mais en nombre réduit. ▪ Certaines analyses et outils sont trop standardisés et ne contiennent pas suffisamment d'éléments contextuels ; ▪ Certains outils sont à retravailler. Par exemple, certains questionnaires sont trop longs et non traduits ; ▪ La CRB doit encore progresser en matière d'utilisation de la technologie, notamment les capacités des volontaires sur Kobo devraient être renforcées pour accélérer la réponse et assurer un meilleur suivi ; ▪ Les Procédures Opérationnelles Normalisées restent à ce jour non testées sur une réponse en coupons. Elles doivent également être diffusées au niveau des branches de la CRB.
--	---

Ressources et Capacités			Communication et Coordination		
<ul style="list-style-type: none"> ● Mobilisation des ressources et des financements 	<ul style="list-style-type: none"> ● Management et leadership 	<ul style="list-style-type: none"> ● Ressources humaines 	<ul style="list-style-type: none"> ● Plaidoyer et communication 	<ul style="list-style-type: none"> ● Communication avec les bénéficiaires 	<ul style="list-style-type: none"> ● Coordination et partenariat
✓✓	✓✓✓	✓✓	✓✓	✓✓	✓✓✓
<p>Succès</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Il existe désormais un point focal en transferts monétaires au sein de la CRB ; ▪ Un groupe de travail interne a été mis en place : chaque département de la société nationale a désigné un point focal pour faire partie de ce groupe de travail. Cela met en avant le côté intersectoriel des transferts monétaires. Ce groupe de travail se réunit une fois par mois (voire plus en cas d'urgence). 			<p>Succès</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La CRB fait désormais partie du groupe de travail national sur les transferts monétaires au Burundi. Il s'agit d'un cadre d'échange et de coordination efficace pour toutes les activités de transferts monétaires dans le pays. ▪ La CRB a développé des outils didactiques pour la sensibilisation aux transferts monétaires tels que des bannières, des dépliants, une boîte à image, des vidéos pour le cinéma mobile et montrant les réalisations du programme DPII. 		

<p>Défis</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le nombre de staffs et volontaires formé est encore insuffisant pour que les nouvelles connaissances acquises se diffusent à tous les niveaux. ▪ Il existe un manque d'impulsion pour favoriser l'apprentissage via le e-learning (cours en ligne) ▪ Certains défis logistiques persistent (rassembler les volontaires, leur expliquer le mécanisme de paiement, etc.) pour répondre à l'exigence de la mise en place d'une réponse dans les 72h suivant une catastrophe. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Des réunions avec les partenaires du Mouvement représentés au Burundi (Partners National Society) sont organisées ▪ Des rencontres ont été organisées entre les bailleurs et la CRB ▪ La CRB a participé à deux séances d'échanges régionales (à Nairobi et à Kigali) <p>Défis</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'accès aux mécanismes de paiement reste difficile pour les bénéficiaires ne possédant pas de documents d'identité.
---	---

IV.2. Recommandations

Dans le cadre de l'évaluation du programme, les recommandation suivantes, spécifiques au Burundi, ont été élaborées.

Outils du programme

- Encourager la diffusion des Procédures Opérationnelle Normalisées en adaptant les outils de collecte de données au contexte et en les traduisant pour qu'ils puissent être utilisés au niveau des collines. Une fois traduits et adaptés au contexte, il est nécessaire de les enregistrer dans un logiciel de collecte de données mobile pour qu'ils soient prêts à être utilisés.

Outils de numérisation & capacité logistique

- Améliorer la familiarité du personnel de la CRB avec les outils de numérisation, notamment par la création d'un système sécurisé de gestion des données. Passer à la digitalisation à toutes les étapes du projet, même lors de l'enregistrement des bénéficiaires permettra de réduire les erreurs d'inclusion et d'exclusion et la disponibilité des données permettra alors d'augmenter la rapidité de la réponse. Cela nécessitera également de former des équipes spécialisées de la collecte de données mobile dans chaque branche et de fournir davantage d'équipements aux branches locales (carte SIM, tablettes, ordinateurs).
- Sensibiliser l'équipe d'achat sur toutes les procédures liées aux transferts monétaires. Leur appui est essentiel dans la mise en œuvre d'une réponse utilisant cette modalité. De même, il faudrait renforcer la liaison avec l'équipe d'achat pour garantir le remplacement régulier et systématique des articles de secours pré-positionnés au cours de de l'intervention.

Coordination et définition d'un panier de dépenses minimum

- Étendre la coordination avec les agences externes et les ONG pour éviter le risque potentiel de chevauchement des bénéficiaires.
- Soutenir la définition d'un panier de dépenses minimum (MEB) au niveau national pour harmoniser les réponses humanitaires. La valeur de ce MEB devra être fixée en fonction des besoins. Une réflexion devra également être menée en interne quant à la fréquence des transferts et l'adaptation de la valeur des transferts à la taille du ménage.

Renforcement des capacités

- Renforcer les capacités et mettre en œuvre l'apprentissage par la pratique du personnel et des volontaires de la CRB. Cela pourrait passer par exemple par l'organisation de davantage de formations de formateurs pour disséminer l'apprentissage jusqu'aux branches. Certains volontaires pourraient également être choisis comme référents en transferts monétaires pour conserver les connaissances en interne et former les nouvelles recrues. Les activités de renforcement des capacités telles que la formation en ligne et le soutien par les pairs devraient également être encouragées pour optimiser les ressources.
- Continuer d'inviter l'administration locale aux formations sur les transferts monétaires afin de poursuivre ce travail de sensibilisation et d'acceptabilité engagé par la CRB.
- Les exercices de simulations et les programmes pilotes sont essentiels pour tester les Procédures Opérationnelles Normalisées, la modalité et les mécanismes de distributions en premier lieu, mais également pour s'assurer que les outils de collecte de données, les processus de communication et les mécanismes de coordination sont adaptés.

Suivi et évaluation

- Un cadre de suivi du marché réaliste et adapté à la capacité de la CRB devrait être mis en place. Dans les contextes de catastrophes, où les prix sur les marchés sont très fluctuants, il est nécessaire de faire un suivi régulier des marchés (en vérifiant les prix, la disponibilité des biens et l'accès aux marchés) pour s'assurer que les conditions sont toujours favorables à l'utilisation des transferts monétaires.

V. Annexes

V.1. Tableau des acronymes

BANCOBU	Banque Commerciale du Burundi
BRC-FI	Belgian Red Cross-Flanders
CICR	Comite internationale de la Croix Rouge
CRB	Croix Rouge du Burundi
CRS	Catholic Relief Services
DP (I, II)	Programme régional de préparation à la réponse aux catastrophes et aux transferts monétaires (I ou II)
FICR	Fédération Internationale de la Croix-Rouge
MEB	Minimum Expenses Basket – Panier de Dépenses Minimim
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OI	Organisation Internationale
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNS	Partners National Society
UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees - Agence des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund
WV	World Vision

V.2. Zoom sur l'exercice de simulation

L'exercice a été réalisé dans la Province de Muyinga au mois de juillet 2019. Le scénario choisi était une inondation. La CRB devait alors répondre à cette inondation via un mécanisme de transferts monétaires par téléphonie mobile auprès de 50 bénéficiaires.

A partir du premier jour de la déclaration de la catastrophe, l'équipe du programme de transferts monétaires et les volontaires ont testé les Procédures Opérationnelles Normalisées élaborées afin de tester la faisabilité des transferts monétaires en 72h en utilisant ce mécanisme de distribution.

Cet exercice a permis de tester les procédures élaborés, voir les responsabilités dans les prises de décisions, les manquements et notamment les étapes non prises en compte, le temps imparti à chaque étape, etc. Après la simulation, une séance de leçons apprises a été animée pour réadapter ces procédures aux réalités du terrain.

Suite à cela, une matrice des responsabilités a été élaboré et annexée aux Procédures Opérationnelle Normalisées. Elle précise, pour chaque décision, qui sont les acteurs/départements responsables, redevables, ainsi que les acteurs à consulter et à informer.

Lors de l'exercice, il est apparu que sur les 50 bénéficiaires, seuls 6 possédaient un téléphone.

Pour faire face à ce défi, la CRB a distribué des cartes SIM à ceux qui ne possédaient pas de téléphone. A la réception du SMS, ils pouvaient ainsi se présenter chez les agents de ECONET avec leur carte SIM pour permettre à l'agent de procéder au retrait de l'argent en utilisant son propre appareil téléphonique. La CRB a également animé des séances de formation sur l'utilisation de ces cartes SIM auprès des agents ECONET.

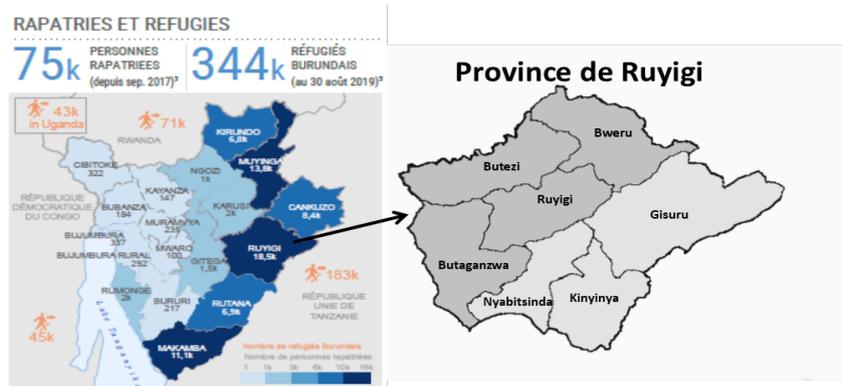
Difficultés rencontrées	Façons d'y remédier
Absence de téléphone dans les foyers ciblés	Leur octroyer des téléphones et ou des cartes SIM si la première option n'est pas possible
Difficulté des bénéficiaires sans téléphone pour être informé de la réception du transfert (un message d'alerte est d'habitude envoyé sur le téléphone des bénéficiaires)	Les responsables du programme doivent se rendre sur le terrain et communiquer le jour du transfert
Age avancé de certains bénéficiaires limitant leur accès à la technologie	Mettre à leur disposition des volontaires pour ceux qui n'ont pas de membres de la famille pour les assister
Vol de carte SIM	Aviser le prestataire tout de suite Sensibiliser les communauté sur le processus à suivre en cas de vol ou perte

V.3. Zoom sur le projet pilote à Ruyigi

Pour le projet pilote, la CRB a décidé d'apporter une aide monétaire aux rapatriés dans la province de Ruyigi. De septembre 2017 à fin août 2019, le HCR indiquait que plus de 75 000 réfugiés burundais avaient été rapatriés, principalement de Tanzanie, et que 74 627 d'entre eux avaient reçu une première aide financière ainsi que des biens alimentaires et non alimentaires de base.

D'après le suivi de la protection effectué dans les zones de retour, les rapatriés ont souvent besoin d'un large éventail d'assistance, particulièrement pour leur garantir l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à la nourriture et à l'eau.²¹

²¹ Rapport de situation de UNHCR (rapport de situation, mise à jour 7 octobre 2019)



Source : OCHA

La province de Ruyigi a été choisie car il s’agissait de la première province à enregistrer un nombre élevé de rapatriés. Le Burundi s’attend à un retour massif d’autres personnes rentrant d’exil et cette province enregistrait déjà un niveau de pauvreté extrême.

Après avoir analysé la cartographie des acteurs humanitaires présents dans cette province, de commun accord avec l’administration, la CRB a décidé de mettre en œuvre son programme dans trois communes sur les sept que compte la province : Ruyigi, Kinyinya et Nyabitsinda. Afin de préserver la cohésion au sein de la communauté, la population hôte a également pu bénéficier du projet pilote, en plus des rapatriés.

Selon l’analyse des besoins dans les trois communes d’intervention, les ménages manquaient principalement des biens et services suivants :

Besoins prioritaires ²²	%
Nourriture	85%
Outils maison	71%
Santé	66%
Energie (cuisine, lumière, etc.)	54%
Education	40%
Biens actifs agricoles et non agricoles	40%
Abri et matériaux de construction	38%
Produits hygiéniques	37%
Installation/services hygiéniques (toilette, salle de bain)	12%
Services de transport	8%
Services de communication	8%
Eau potable (eau, traitement, point d’adduction l’eau, etc.)	7%

Source : Analyse des besoins, CRB 2019

Le Burundi ne disposant pas encore d’un panier de dépenses minimum, le calcul du montant à transférer a été déterminé en fonction des besoins prioritaires et mis en perspective avec les montants octroyés par d’autres organisations humanitaires.

²² Analyse des besoins CRB 2019

La CRB a ainsi décidé d'octroyer la somme de 100 000 Fbu aux bénéficiaires du projet pilote. Ce montant leur a été donné en une tranche unique par le biais de transferts bancaires (mcash de la BANCOBU).

V.4. Zoom sur la réponse en temps réel

Aide monétaire à Buterere/Catastrophes naturelles

L'auto-évaluation des capacités de la CRB dans la réponse aux catastrophes avait notamment permis d'identifier les types de catastrophes récurrentes au Burundi. Il s'agit notamment des inondations et des crises alimentaires et nutritionnelles. La modalité de transferts monétaires était alors apparue comme une option pour favoriser les réponses en urgence à ces différents types de catastrophe.

Depuis le mois de décembre 2019, le Burundi a enregistré de fortes pluies qui ont occasionné des dégâts matériels et humains dans les quartiers de la capitale, Bujumbura, et à Bujumbura rural. Le bilan faisait état d'au moins une vingtaine de morts.

Selon le rapport d'OCHA¹, 459 ménages, soit un effectif de 2295 personnes, ont vu leur maison démolie par la pluie au début de l'année 2020.

Selon l'évaluation faite, les besoins prioritaires de ces victimes des inondations étaient :²³

1. L'abri ;
2. La nourriture ;
3. L'accès à l'eau potable ;
4. Les biens non-alimentaires.

Face à cette situation, la CRB a décidé d'appuyer les victimes de Buterere en participants à leurs frais de loyer pour qu'ils aient un toit en attendant de pouvoir réaménager leur maison.

En raison de ces pluies diluviennes, les prix de loyer ont doublé voire triplé à cause de la hausse de la demande. De plus, il est d'usage au Burundi que, pour contracter un bail, il soit nécessaire de payer au moins deux mois de loyer à l'avance.

Ciblage des bénéficiaires

Les bénéficiaires éligibles devaient (critères non cumulables) :

- Avoir subi des dommages au cours de la pluie tombée durant la nuit du 23 au 24 janvier 2020 ;
- Avoir une maison totalement détruite ou partiellement détruite mais non habitable ;
- Faire partie d'un foyer avec des personnes vivant avec un handicap ;
- Être des mineurs non accompagnés.

Sur cette base, 147 ménages ont été sélectionnés pour bénéficier d'une aide monétaire à raison de 100 000 Fbu par ménage. Ce montant a été fixé en tenant compte du prix des loyers à Buterere et dans d'autres quartiers limitrophes.

²³ *Analyse des besoins CRB 2019*

KEY
AID
CONSULTING